
Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2016

Deuxième trimestre 2016

Les délégués de la BNS entretiennent des contacts réguliers avec des entreprises des divers secteurs de l'économie. Le présent rapport se fonde sur les entretiens menés entre début avril et fin mai 2016 avec 240 chefs d'entreprise au sujet de la situation actuelle et future de leur entreprise et de l'économie en général. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre; elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Aline Chabloz
Rita Kobel
Markus Zimmerli

Selon les résultats de l'enquête, l'économie suisse affiche une croissance légèrement plus élevée que celle enregistrée au trimestre précédent. Les chiffres d'affaires réels des entreprises interrogées sont en augmentation par rapport à ceux du premier trimestre et se situent à un niveau nettement supérieur à celui de juin 2015.

Néanmoins, des disparités subsistent selon les secteurs. En ce qui concerne les marges bénéficiaires, la situation s'est quelque peu détendue dans de nombreuses entreprises, mais demeure un enjeu important. Dans l'ensemble, les capacités de production restent sous-utilisées.

Pour les prochains mois, les entreprises ont bon espoir de voir les chiffres d'affaires réels continuer d'évoluer favorablement. Elles tablent sur la poursuite du redressement de la demande extérieure. En outre, une nouvelle amélioration des marges se dessine à la faveur de mesures d'accroissement de l'efficacité et d'efforts de réduction des coûts. La situation sur le marché des changes explique en partie cette appréciation plus favorable.

Au cours des prochains mois, les effectifs devraient augmenter de façon marginale dans les services, mais continuer de baisser quelque peu dans l'industrie; la propension à investir est légèrement plus élevée qu'aux trimestres précédents.

Chiffres d'affaires en légère hausse dans l'ensemble

Dans l'industrie manufacturière, les chiffres d'affaires réels se situent au niveau enregistré au trimestre précédent, mais sont nettement supérieurs à ceux enregistrés un an auparavant. Seule l'industrie pharmaceutique affiche des chiffres d'affaires réels plus élevés que ceux du trimestre précédent. La marche des affaires a stagné dans toutes les autres branches. La faiblesse marquée de la demande dans l'horlogerie se répercute sur un certain nombre de branches.

En ce qui concerne les exportations, les ventes à destination de l'Amérique du Nord, de l'Europe du Nord et de l'Allemagne demeurent plutôt dynamiques. Dans le secteur automobile, la demande se maintient à un niveau particulièrement élevé. L'amélioration de la conjoncture en Italie a des effets positifs. Ici et là, on observe par ailleurs une hausse de la demande provenant du Japon. En revanche, la mauvaise conjoncture en Russie et au Brésil ainsi que le ralentissement économique en Chine et au Proche-Orient pèsent sur de nombreuses branches.

Dans la construction, la marche des affaires s'est accélérée, notamment dans le bâtiment et le génie civil. Dans le second œuvre, les chiffres d'affaires se sont maintenus au niveau atteint au premier trimestre.

Dans les services, les chiffres d'affaires réels ont légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent. Cette évolution concerne plusieurs branches, notamment l'hôtellerie-restauration, la gestion de fortune spécialisée, les bureaux d'ingénieurs et d'architectes ainsi que les services liés à la gestion des bâtiments. Le commerce de détail présente toujours une évolution hétérogène tout en révélant une tendance légèrement positive. Le tourisme d'achat, de même que le glissement du commerce traditionnel vers le commerce en ligne, toujours en plein essor, restent une difficulté majeure pour de nombreuses entreprises.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Sous-utilisation persistante des capacités

Les capacités de production des entreprises interrogées restent sous-utilisées dans l'ensemble. Ainsi, 35% des entreprises interrogées jugent l'utilisation des capacités plus faible qu'à l'accoutumée.

Dans l'industrie, la moitié des entreprises interrogées indiquent une légère, voire une nette, sous-utilisation des capacités. Cette situation concerne la plupart des branches. La sous-utilisation est particulièrement marquée dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux ainsi que chez les fabricants d'appareils de précision.

Dans la construction, l'utilisation des capacités techniques est meilleure qu'au trimestre précédent en données corrigées des variations saisonnières; cela est dû à l'évolution enregistrée dans le secteur principal de la construction. La concurrence accrue exercée en plaine par les entreprises implantées dans les régions de montagne se maintient, ce qui est généralement mis en relation avec une insuffisance de projets immobiliers imputable aux conséquences de l'initiative sur les résidences secondaires.

Le secteur des services présente une image contrastée, mais meilleure qu'au trimestre précédent. Dans près de la moitié des branches, dont le commerce de détail, les entreprises de logistique, l'hôtellerie et les banques, l'infrastructure – c'est-à-dire les surfaces de bureaux et de vente ainsi que les capacités dans les technologies de l'information et le transport – est sous-utilisée. En revanche, les représentants de la branche des technologies de l'information et de la communication ainsi que les réviseurs jugent l'utilisation de leurs capacités plus élevée qu'à l'accoutumée.

L'hôtellerie de montagne continue de déplorer une faible utilisation des capacités, notamment due au taux extrêmement bas de fréquentation des touristes européens, en particulier ceux en provenance d'Allemagne, mais aussi de Russie. Les hôtes provenant d'Asie et des Etats-Unis font eux aussi preuve de retenue. Cela s'explique par le spectre de nouveaux attentats terroristes en Europe et par les nouvelles prescriptions en matière de visas applicables dans l'espace Schengen.

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

Effectifs encore légèrement trop élevés

Les effectifs sont actuellement jugés un peu trop élevés dans l'ensemble. Toutefois, la situation varie d'un secteur à l'autre.

Dans l'industrie, les représentants de la plupart des branches signalent des effectifs encore légèrement trop élevés. Cela vaut notamment pour les fabricants d'instruments de précision et pour les entreprises de construction de machines. Dans la construction, les effectifs sont majoritairement adéquats. En ce qui concerne les services, les effectifs sont un peu trop élevés dans les banques ainsi que dans le commerce de détail. En revanche, les entreprises de la branche des technologies de l'information et de la communication ainsi que les fiduciaires, les réviseurs et les sociétés de gestion de fortune spécialisée sont à la recherche de personnel.

Tandis qu'une partie des entreprises a mis fin aux mesures d'allongement du temps de travail hebdomadaire introduites l'an dernier en réaction à l'appréciation du franc, celles-ci sont toujours en vigueur dans quelques entreprises. En raison de la faiblesse de l'activité dans l'horlogerie, un certain nombre d'entreprises envisagent une réduction de l'horaire de travail.

Quant au recrutement, les interlocuteurs jugent la situation un peu moins difficile qu'auparavant. Certaines branches y voient la conséquence d'un accroissement du nombre de demandeurs d'emplois dans le secteur bancaire et dans l'horlogerie. S'agissant de la pénurie d'ingénieurs souvent signalée jusqu'ici – notamment dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux – la situation s'est détendue. De nombreuses entreprises enregistrent un nombre relativement important de candidatures spontanées, dont le niveau de qualité est en moyenne plus élevé qu'à l'accoutumée.

PRIX, MARGES ET SITUATION BÉNÉFICIAIRE

Légère atténuation des pressions sur les marges

D'une façon générale, la situation s'est légèrement décripée en ce qui concerne les marges; celles-ci restent néanmoins inférieures au niveau considéré comme habituel. Près de la moitié des entreprises interrogées jugent leurs marges plus faibles que d'ordinaire. Les mesures prises en vue de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité portent leurs fruits. Certaines entreprises parviennent à augmenter leurs prix, surtout à l'étranger; en Suisse, il s'avère parfois possible d'accorder des rabais moins élevés que ceux qui avaient été octroyés jusqu'ici.

Les pressions sur les marges sont toujours vives dans l'industrie, où les représentants de presque toutes les branches considèrent leurs marges bénéficiaires plus faibles, voire beaucoup plus faibles, qu'en temps normal. Dans ce secteur également, une légère amélioration est toutefois observée par rapport au trimestre précédent.

Dans les services, les marges restent soumises à des pressions considérables dans le commerce de détail, dans l'hôtellerie-restauration et dans le secteur financier. En revanche, elles sont conformes à leur niveau habituel dans le commerce de gros, dans la branche des technologies de l'information et de la communication ainsi que chez les réviseurs.

Les anticipations d'évolution des prix indiquent une tendance persistante à la baisse pour les prix d'achat et les prix de vente. Néanmoins, quelques interlocuteurs tablent sur une hausse continue des prix des matières premières.

Certaines informations relatives au marché immobilier laissent présager un léger recul des prix dans le segment supérieur de l'immobilier résidentiel ainsi qu'un déplacement de la demande vers des segments moins chers. En ce qui concerne les immeubles commerciaux, les signes selon lesquels les loyers sont parfois soumis à de fortes pressions se confirment, notamment dans les emplacements de premier choix, où les locataires tentent de renégocier les baux.

Optimisme confirmé

Pour les prochains mois, les interlocuteurs escomptent une légère progression des chiffres d'affaires réels et des marges, et ce dans les trois secteurs. Cet optimisme est comparable à l'appréciation du trimestre précédent. Il se fonde sur le niveau actuel des cours de change, sur l'évolution attendue de la conjoncture étrangère et sur les effets des mesures visant à accroître l'efficacité et à innover. Une nouvelle amélioration des marges est attendue sous l'influence de ces trois facteurs.

La prévisibilité de la marche des affaires étant jugée relativement faible, les perspectives pour l'avenir proche restent prudentes. Dans ces conditions, les entreprises des différentes branches s'attendent dans l'ensemble à ce que le taux d'utilisation des capacités de production se stabilise au niveau enregistré actuellement. Les plans d'investissement pour les douze prochains mois indiquent une timide amélioration. Cette tendance s'observe tout de même depuis plusieurs trimestres déjà.

Pour ce qui est des plans d'embauche, les interlocuteurs du secteur des services tablent sur une faible augmentation des effectifs, tandis que ceux de l'industrie et de la construction prévoient plutôt une légère compression. Dans ce domaine, la situation n'a guère évolué depuis l'évaluation faite au trimestre précédent.

En ce qui concerne l'inflation (mesurée par l'indice des prix à la consommation), les entreprises tablent en moyenne sur un taux d'inflation de $-0,2\%$ pour le court terme, soit les six à douze prochains mois (contre $-0,3\%$ au trimestre précédent). Pour les trois à cinq prochaines années, le taux d'inflation escompté s'inscrit à $0,5\%$ (contre $0,7\%$ au trimestre précédent).

Parmi les sujets de préoccupation des interlocuteurs comptent le scénario d'un Brexit à l'issue du référendum au Royaume-Uni sur une éventuelle sortie de l'Union européenne, les instabilités économiques et politiques dans certains pays émergents, le rapide changement structurel en Suisse, la multiplication des contraintes réglementaires et les possibles conséquences négatives de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse. Tandis que la plupart des interlocuteurs parviennent à s'accommoder des conditions de change actuelles, d'autres les considèrent toujours comme un véritable enjeu et espèrent tout au moins qu'il n'y aura pas de nouvelle appréciation du franc. Enfin, les interlocuteurs jettent toujours un regard critique sur la situation en matière de taux d'intérêt, eu égard à la situation future des institutions de prévoyance.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 32 84
Fax: +41 (0)58 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien (Tendances conjoncturelles): www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2016